

Volume V continues recent *DCB* practice by providing a 32-page section indexing articles by geography and career. The utility of such an index remains, however, far from clear. Given the necessarily general nature of so many careers in so risky an age and so new a society, and the frequency of geographical mobility that went with the age's turmoil, the index must necessarily be highly selective. Richard Cartwright, for example, appears eleven times in this section, yet his important roles in the early development of Upper Canadian education and in the fur trade are not indexed. Nineteen women are listed (p. 963), but the many references pertaining to women in articles on men are entirely neglected. To understand what this volume has to say about women in its era, it is highly relevant to know, for example, that Alexander Henry took his wife "quite against his will"; that François Baby, at age 52, took a 15-year old bride who proceeded to bear him 12 children; and that Duncan Fisher's wife Catherine was "as strongly Methodist as her husband was Presbyterian" and while he played an important part in the development of Presbyterian Montreal, she was at the same time a key founder of Methodism in the city. Those who look to the index under "women" will not find this or much other pertinent information.

A variety of names can be found under "Indian Affairs", but not John Graves Simcoe or Guy Carleton, in both of whose careers Indian diplomacy was an important dimension. The key role of a William Fairfield in founding the Ernestown Academy is missed in the list for education. One would not know from the geography by careers that the United States-focused fur trade was crucial to Isaac Todd. Experts will find these and other items despite the limitations of the "Index of Identifications". But ordinary readers who rely on these indexes will get at best a somewhat random selection of the relevant material in the volume. Nor do lists of over 150 names under "Business" or over 210 under "Law" or "Armed Forces" get anyone very far. Finally, the admitted anachronism of a geography which includes the "German Democratic Republic", the "Republic of Ireland", and "Alberta" well illustrates the artificiality of the exercise. If teachers and students need help in using the *DCB*, or sales representatives in selling it, there must be a better way (a separately published and more sophisticated study guide perhaps?) than this to provide it.

Standards of editing, bibliography, and factual accuracy are, as we have come to take almost for granted, extremely high in the volume. No explanation is offered, however, for the absence from Volume V of Part II of the introductory essay on the "Integration of the Province of Quebec into the British Empire", that Volume IV (p. xlviii) said would be included. It might also be noted that the Union of 1707 between Scotland and England is wrongly dated in the article on James McGill, and the term "cash flow" (p. 364) seems inappropriate to its age. Even the most querulous reviewers could find little else to complain of in this splendid volume. It is a most welcome addition to an outstanding work of scholarship.

Douglas McCALLA  
Trent University

\* \* \*

JEAN-PAUL BERNARD — *Les rébellions de 1837-38. Les patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*. Montréal, Boréal Express, 1983. 349 p.

Voici une œuvre qui s'imposait depuis longtemps et qui sera, comme le veut son auteur, d'une grande utilité pour les enseignants, leurs étudiants et même pour les chercheurs désireux de prendre une certaine distance par rapport à un ensemble d'événements qui n'ont cessé, pour les générations qui se sont succédées depuis 1837, d'être surchargés de sens. Bien sûr, on aurait aimé, tellement le sujet est central, que J.-P. Bernard, au lieu de confier

à quelqu'un d'autre une partie du travail historiographique, assume en son entier cette analyse qui sert de perspective à un livre qui est constitué en grande partie de morceaux choisis des principaux interprètes des rébellions. En effet, le texte de Fernande Roy sur Garneau, Bibaud et Christie (pp. 63-83) qui confronte dans le détail les interprétations de ces trois pionniers de l'historiographie, eux-mêmes contemporains des insurrections, envisage les choses d'une façon trop limitée pour servir adéquatement cette fonction d'encadrement de l'œuvre. Bernard aurait servi davantage ses objectifs en éliminant ce texte et en incluant dans son essai historiographique — quitte à en faire deux chapitres — une analyse des schémas interprétatifs de ces trois historiens qui donnèrent pour longtemps le ton au discours historique. De cette manière, Bernard aurait été amené à clarifier, plus qu'il ne l'a fait, ses propres arguments, à les renforcer au besoin; il aurait également pu — comme il l'a fait avec D.G. Creighton, W.H. Parker, L. Groulx, M. Séguin, F. Ouellet, S.B. Ryerson et G. Bourque, auteurs dont il reproduit longuement certains écrits en y ajoutant des commentaires — donner la parole, même brièvement, à quelques historiens du siècle dernier dont les propos eurent une résonance jusqu'au milieu du xx<sup>e</sup> siècle. À notre avis, l'ensemble du livre s'en serait trouvé enrichi puisque l'auteur aurait pu suivre plus aisément les transformations du contenu de cette mémoire collective dans laquelle il puise les éléments de son analyse.

En effet, dans son analyse des tendances du discours historique, J.-P. Bernard utilise ce concept de *mémoire collective* et, afin de mieux en révéler la substance, il fait un bref exposé, d'ailleurs fort intéressant, sur la « Mémoire actuelle des Patriotes » (pp. 11-16) dans lequel il dégage les différentes manifestations du mouvement de réhabilitation des patriotes qui s'est produit au Québec depuis une vingtaine d'années dans diverses catégories sociales attirées, il faut dire, par l'idée d'indépendance ou, encore, par celle de changement social. À cet égard, il mentionne les groupes mêlés aux cérémonies annuelles tenues depuis ce temps à St-Denis, aux travaux de rééditions d'œuvres de l'époque, à la production de films et d'œuvres dramatiques consacrés aux événements et aux personnages de 1837-38. À propos de ces groupes contrastés, dont le nationalisme s'échelonne de l'extrême droite à l'extrême gauche, qui recréent et véhiculent les souvenirs collectifs en fonction de leurs engagements présents, J.-P. Bernard parle de *publics et de sensibilités au pluriel* « à dominante soit nationaliste, soit démocrate, soit socialiste ». « Sans oublier, ajoute-t-il, l'autre division, celle des attitudes radicales ou « modérées » (p. 16). Ce qui l'amène à conclure que « l'histoire des Patriotes est le lieu de débats et d'enjeux sociaux » et qu'à côté de ces créateurs d'idéologies qui remodelent le passé à leur goût, les historiens (pas moins d'ailleurs que les spécialistes des autres sciences de l'homme) ne sauraient constituer une espèce à part pouvant « échapper d'emblée... [ au ] goût du jour, aux appartenances sociales et aux attaches idéologiques » (p. 16). Tout cela est exact mais ne tient pas suffisamment compte, peut-être, du fait que ce qu'on veut bien appeler la *mémoire collective* est dans la pratique (c'est aussi le cas dans les groupes dont parle Bernard) d'abord celle des classes dirigeantes ou d'une fraction d'entre elles et que cette mémoire n'emmagasine pas indistinctement tous les souvenirs. Sélective, elle ne retient que ce qu'elle tolère, que ce qui la sert, mais elle chasse ou transforme à son gré ou au gré de ceux qui en contrôlent le contenu, ce qui la heurte. En ce domaine, les silences sont aussi significatifs que les discours. C'est une chose que l'auteur reconnaît (p. 25).

Ce concept de *mémoire collective*, tel qu'illustré par Bernard par le souvenir actuel des rébellions, est sans aucun doute utile pour voir clair dans les tendances historiographiques récentes érigées en fonction d'un présent tout brûlant. Qui oserait prétendre que, depuis 1950, les historiens ont assisté impassibles aux luttes qui ont accompagné la modernisation de la société québécoise? Ce n'est donc pas un hasard si, au cours des trente dernières années, le débat entre les historiens a surtout porté sur les rapports entre le national et le social. Tous les historiens : les néo-nationalistes de toutes teintes, les tenants de l'histoire économique et sociale à la façon des *Annales* et les marxistes, quelle que soit l'intensité de leur nationalisme, ont été impliqués dans cette discussion dont l'intérêt tient autant à ses arrière-plans scientifiques qu'aux engagements idéologiques qu'elle recouvre. J.-P. Bernard

a bien vu ces polarisations et il a tenté du mieux qu'il a pu de clarifier les positions de chacun à ce niveau. On peut dire qu'il y a assez bien réussi. Et, pourtant, il manque quelque chose à cette analyse (voir p. 49) qui permette de bien comprendre le changement majeur apporté par l'historiographie des trente dernières années par rapport à l'historiographie traditionnelle. C'est que la montée du mouvement indépendantiste et le développement d'une sensibilité plus aiguisée au changement social ont contribué à inciter les historiens à voir dans les insurrections, sinon le grand précédent, du moins un précédent en faveur de changements plus radicaux dans l'ordre politique et dans l'ordre social et, dans certains cas, par des moyens radicaux. En d'autres mots, l'historiographie est devenue plus accueillante que la société dans l'ensemble à l'idée de l'existence d'une tradition révolutionnaire spécifiquement québécoise.

Pour de bonnes raisons d'ailleurs puisque, dans les faits, le mouvement patriote, délaissant le modèle britannique et s'inspirant, après 1830, du modèle américain, voulait créer une république bas-canadienne vouée en fin de compte à la préservation de l'Ancien Régime social. Il est également bien établi que, dans ce mouvement, il existait une minorité qui voulait abolir la structure sociale ancienne et que le conflit entre ces deux groupes fut l'un des principaux facteurs qui conduisit à l'échec de ces projets révolutionnaires qui avaient de sérieux appuis dans la population. De F.-X. Garneau à L. Groulx, y compris G. Filteau, aucun historien francophone ne prit sur lui de légitimer autre chose qu'un projet politique réformiste dans le sens des institutions britanniques et, cela, en vue de justifier la survivance des institutions sociales traditionnelles. Pas étonnant alors que ces mêmes historiens aient non seulement condamné tout ce qui, dans le mouvement patriote, pouvait avoir un caractère révolutionnaire mais qu'ils aient aussi tenté d'excuser les Patriotes en invoquant en leur faveur la légitime défense, la bonne foi des individus, leur jeunesse, leurs égarements ou de diminuer leur importance en déclarant simplement que les individus ou les groupes responsables de ces gestes n'étaient pas représentatifs. En somme, chez ces historiens, on trouve, d'une part, des condamnations qui visaient à éliminer de l'histoire tous les éléments pouvant fonder une tradition révolutionnaire et, d'autre part, un effort de désamorçage qui traduisait une certaine volonté de récupération de certains matériaux de l'expérience insurrectionnelle pour une autre histoire plus paisible : celle de la lutte pour le gouvernement responsable. Il n'y eut donc pas réellement, que ce soit chez David, chez Sulte, chez Groulx ou chez Filteau, de « véritable entreprise de restauration de la mémoire des Patriotes » (p. 29), ainsi que le soutient J.-P. Bernard. À ce niveau, les historiens n'ont retenu des rébellions que ce qui, dans ces événements, leur était tolérable. En cela, ils traduisirent avant tout l'idéologie et les stratégies des classes dirigeantes québécoises. Pour comprendre ces tendances, il faut résolument situer la discussion par rapport aux valeurs sur lesquelles s'appuie la thèse de l'École de la survivance qui domine l'historiographie canadienne-française jusqu'en 1950. Pour des motifs un peu différents mais à partir des mêmes rapports sociaux, l'historiographie anglophone, de R. Christie à M. Careless, a, à sa façon, emprunté la même voie.

Il y aurait beaucoup à dire aussi au sujet de l'importance capitale pour la connaissance des groupes sociaux engagés dans les événements révolutionnaires de la liste des 2 100 noms de Patriotes (y inclus leurs occupations et leurs âges) (pp. 285-325) et du texte de L. Blanchette-Lessard et N. Daigneault-St-Denis sur les Patriotes de Laprairie et Deux-Montagnes (pp. 327-37). À propos de ce dernier essai, on serait aussi en droit de se demander pourquoi elles ont choisi pour faire leur analyse le seul recensement nominatif de 1831, laissant de côté celui de 1842 qui fait état des changements survenus au cours de la décennie écoulée. Mais là n'est pas l'essentiel.

De cette discussion, on peut sans doute conclure qu'il n'y a pas qu'une seule façon de mettre ces débats en perspective mais le fait demeure que J.-P. Bernard a fort bien atteint sa visée principale qui était de permettre à ses lecteurs de prendre connaissance des différents

points de vue, de se situer par rapport à eux et, sur un plan plus intime, « d'y voir clair personnellement » (p. 25).

Fernand OUELLET  
Université d'Ottawa

\* \* \*

*Archives and Social History*. Special issue of *Archivaria*, no. 14, Summer 1982.

Since its inception almost a decade ago *Archivaria* has reflected a concern for the dynamic interface between historians and their documentation. Recent issues, though, have highlighted the history of archival institutions and the internal dynamic of the archival profession. One danger of this tendency has been the gradual but definite separation of the historical and archival professions in Canada—to their mutual disadvantage. Yet historians who ignore *Archivaria* do so at great risk, for some of the insights presented there are central to understanding the historical paradigms currently preoccupying our profession.

To counter this trend towards introspection, from time to time *Archivaria* features theme issues that focus attention on problems or issues of more general concern, inviting a broader participation from the academic community. Such a strategy can be fraught with difficulty but also offers the opportunity for creative interchanges on a scholarly basis. Volume 14 includes several informed appraisals of recent trends in Canadian social history, along with some suggestions for innovation in more traditional archival sources. Within its own terms it succeeds very well.

Tom Nesmith of the Public Archives of Canada is consulting editor for this issue. His introductory essay outlines the paradigms informing recent Canadian social history and calls on archivists and historians to match innovations in computer-assisted analysis of regularly generated records with an equal commitment to making collections more accessible. Ranging across recent Canadian, American and European literature in the new social history, he properly points out that innovative analysis is rapidly outpacing the archivist's capacity to deal with great masses of new documentation and often creates its own parallel archives, thereby by-passing the traditional repositories. He argues that archivists must reassert their positive role in redefining social history, particularly quantitative history where technology is so central to the method and the sources so difficult to manipulate. His is a refreshing and forward-looking approach, capturing the tremendous advances in archival practice over the past decade, yet demanding more collecting and accessing of archival material of interest to a wide range of historians. Nesmith clearly recognizes that the political preoccupations of past generations of Canadian archivists and historians are insufficient for present concerns with the socio/economic dynamic of Canadian history, but he has a legitimate concern for the distance that seems to be opening up between the two major professions concerned with historical analysis in Canada.

David Gagan and H.E. Turner report very positively on the "State of the Art" in Canadian social history—an admirable romp across the last decade which touches most bases and manages to synthesize a great deal of the sort of history that, in their somewhat pretentious phrase, "treats society not as a museum of artifacts to be described, but as a constantly changing archive of public and private experiences awaiting both empirical investigation and theoretical speculation aimed at delineating the historical meaning of social reality."